

DELEGATION DE Monsieur Nicolas BRUGERE

D-2018/154
Programme seniors en vacances 2018. Convention de partenariat ANCV. Tarification sortie Le Moulleau. Décision. Autorisation d'encaissement.

Monsieur Nicolas BRUGERE, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

La Ville de Bordeaux promeut depuis de nombreuses années une offre de loisirs destinée à un plus grand nombre de Bordelais âgés de 60 ans et plus. Dans ce cadre, il vous est proposé de renouveler le partenariat fructueux établi avec l'ANCV (Agence Nationale pour les Chèques Vacances) en vue de l'organisation d'un séjour de 8 jours tout compris à un tarif accessible à tous.

Il vous est également proposé de réitérer la sortie journée détente au Moulleau qui répond à une demande forte des seniors.

Le séjour vacances s'inscrit dans les objectifs de la démarche « Bordeaux Générations Seniors ». Il s'agit de renforcer l'offre sociale de loisirs dans la Ville de Bordeaux en permettant à des seniors de bénéficier d'un tarif préférentiel sous réserve de répondre aux critères fixés par l'ANCV pour l'octroi de l'aide financière allouée par cet organisme.

Capacité du séjour	100 seniors
Lieu	Saint-Jean-de-Monts / Centre de vacances « Les Grands Espaces3 – Les pieds dans l'eau (Atlantique – Vendée)
Dates	Du 10 septembre au 17 septembre – 8 jours / 7 nuits

Le coût du séjour proposé par le Centre de vacances, conventionné avec l'ANCV s'élève à 397€/personne. Deux tarifications sont toutefois établies en fonction des ressources financières des seniors

	Aide financière de l'ANCV (TTC) 40% du prix du séjour pour les seniors non imposables	Coût du séjour (TTC)
Senior non éligible à l'aide ANCV	0€	397€
Senior éligible à l'aide ANCV (Impôt net avant correction de – de 61€)	160€	237€

Par convention, l'ANCV s'engage à délivrer une participation maximale de 12 800 € pour 100 seniors, (soit 80% de places réservées à des seniors non imposables), afin de favoriser la mixité sociale.

La Ville de Bordeaux, pour sa part, prendra en charge l'accompagnement des bénéficiaires par deux animatrices de la Direction Générations Seniors et Autonomie.

La sortie, journée détente au Moulleau s'inscrit dans le cadre des activités organisées en faveur des seniors bordelais. Cette sortie offre la possibilité aux seniors de bénéficier des conditions favorables d'accueil du Centre « La Dune » situé dans un cadre remarquable, avec un encadrement professionnel assuré par du personnel municipal.

Capacité du séjour	57 seniors
Lieu	Le Moulleau « La Dune » (33)
Dates	19 septembre 2018

Une grille tarifaire a été actée lors de la séance du Conseil municipal du 11 juillet 2016, pour favoriser l'équité sociale des usagers par la mise en place de tarifs adaptés à leurs ressources. Le coût de la sortie, établi sur ce même principe, comprend le coût du transport et du repas du midi.

	Min	Max	Coût de la sortie
T1	0,00 €	836,00 €	18,00 €
T2	836,01 €	1 010,00 €	20,00 €
T3	1 010,01 €	1 259,00 €	23,00 €
T4	1 259,01 €	1 424,00 €	25,00 €
T5	1 424,01 €	Et plus	28,00 €
Non Bordelais			28,00 €

En conséquence, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire à :

- Signer la convention de partenariat « Seniors en vacances » ci-jointe avec l'ANCV ;
- Réserver le séjour auprès d'un prestataire de l'ANCV ;
- A faire encaisser, par le Trésor Public, la participation des seniors pour la journée détente au Moulleau.

ADOpte A L'UNANIMITE

**Programme Seniors en Vacances 2018
Convention ANCV – Porteur de projet**

N° d'identifiant : ANCV _ _ _ _ _

ENTRE LES SOUSSIGNE(E)S :

L'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances, Etablissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège social est situé 36, boulevard Henri Bergson, 95201 SARCELLES cedex, 326 817 442 R.C.S. PONTOISE, immatriculée au registre des opérateurs de voyages et de séjours sous le numéro IM095130003 – Garantie financière souscrite auprès de GROUPAMA ASSURANCE-CREDIT, 8-10 rue d'Astorg 75008 PARIS – Assurance responsabilité civile professionnelle souscrite auprès d'HISCOX, 19 rue Louis Le Grand 75002 PARIS,

Représentée par son Directeur général, Monsieur Philippe LAVAL,

Ci-après dénommée « l'ANCV »

D'UNE PART,

ET

Le/La (*Dénomination du Porteur de projet*) _____
dont le siège social est situé _____

Représenté(e) par son _____ (*représentant légal*)
Madame/Monsieur _____, dûment habilité(e) en vertu
de _____ (*statuts, délibération...*)
Courriel : _____ @ _____

Ci-après dénommé(e) le « Porteur de projet »

D'AUTRE PART,

Ci-après dénommé(e)s individuellement une « Partie » et, collectivement, les « Parties ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

L'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances est un établissement public à caractère industriel et commercial régi par les articles L.411-1 à L.411-21 et R.411-1 à R.411-26 du Code du tourisme, placé sous la tutelle du ministre de l'économie et des finances et du ministre chargé du tourisme et soumis au contrôle économique et financier de l'Etat, qui a pour mission de gérer et développer le dispositif des Chèques-Vacances, de concourir à la mise en œuvre des politiques sociales du tourisme, d'attribuer, conformément aux orientations définies par son conseil d'administration, des aides à vocation sociale en faveur des actions relatives aux équipements de tourisme et de loisirs ainsi qu'en faveur des actions contribuant à l'accès de tous en vacances.

Dans ce cadre, l'ANCV a mis en place en 2007 le programme *Seniors en Vacances* destiné aux personnes âgées.

Ce programme facilite le départ en vacances de personnes âgées qui en sont exclues pour des raisons économiques, psychologiques, sociales ou liées à leur état de dépendance ou de handicap.

L'ANCV s'adresse, pour ce faire, à des structures locales ou nationales telles que des collectivités territoriales, des centres communaux d'action sociale, des caisses de retraite complémentaire, des associations de retraités, des foyers logement, des résidences de personnes âgées ou encore des organismes caritatifs qui deviennent, dans le cadre d'une convention de partenariat, des « *porteurs de projet* », étant précisé que ce programme est également directement accessible aux personnes, agissant à titre individuel, répondant aux critères d'éligibilité définis par l'ANCV et repris aux présentes.

Comme les autres programmes d'action sociale de l'ANCV, le programme *Seniors en Vacances* est financé par les excédents de gestion dégagés par l'ANCV dans le cadre du dispositif des Chèques-Vacances.

CECI AYANT ETE EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIIT :

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les engagements respectifs des Parties dans le cadre de leur partenariat visant à mettre en œuvre le programme *Seniors en Vacances* de l'ANCV.

Article 2 – Eligibilité des bénéficiaires

L'éligibilité au programme *Seniors en Vacances* n'ouvre pas nécessairement droit à l'aide financière de l'ANCV.

2.1 Eligibilité au programme *Seniors en Vacances*

Les personnes éligibles au programme *Seniors en Vacances* sont celles qui répondent aux critères définis ci-après :

Les critères d'éligibilité au programme *Seniors en Vacances*

CRITERES	PIECES JUSTIFICATIVES A PRODUIRE
<p>✚ Être âgé de 60 ans ou plus à la date du départ, le seuil étant ramené à 55 ans pour les personnes handicapées</p> <p>ET</p> <p>✚ Être :</p> <p>✓ soit retraité (les retraités cumulant emploi et retraite sont éligibles au programme)</p> <p>✓ soit sans activité professionnelle</p> <p>ET</p> <p>✚ Résider en France</p> <p style="text-align: center;">OU BIEN</p> <p>✚ Être aidant de personnes en perte d'autonomie</p>	<p>CNI ou passeport ou acte de naissance et, pour les personnes handicapées, l'un des justificatifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • carte d'invalidité • attestation de l'année en cours du bénéfice de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) • carte « Station debout pénible » <p>Attestation de la caisse de retraite justifiant de l'ouverture des droits à la retraite ou dernier avis d'impôt mentionnant le versement des pensions de retraite</p> <p>Attestation de Pôle Emploi</p> <p>Dernier avis d'impôt ou Attestation de résidence en France de l'année en cours, délivrée par le Centre des impôts</p> <p>Attestation du bénéfice de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie (APA) de l'année en cours de la personne aidée ou Attestation du classement de la personne aidée délivrée par le Conseil Général du département du domicile de cette dernière (pour les GIR 2 à 4) ou Attestation du classement de la personne aidée délivrée par la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (pour les GIR 5 et 6) ou Carte d'invalidité ou attestation de l'année en cours du bénéfice de l'Allocation aux Adultes Handicapés (AAH) ou carte « Station debout pénible »</p>

Etant précisé les points suivants :

- ✚ l'accès au programme *Seniors en Vacances* s'adresse en priorité, mais pas exclusivement, aux personnes éligibles à l'aide financière de l'ANCV selon les conditions fixées à l'article 2.2 ci-après et dans les conditions de plafond de crédit définies à l'article 5.1.1 ci-après.
- ✚ tout conjoint marié ou tout partenaire pacsé avec une personne éligible au programme *Seniors en Vacances*, selon les critères définis ci-dessus, peut lui-même en bénéficier, sans avoir à justifier de ces critères.

- ✚ tout enfant, âgé de 18 ans maximum, accompagnant une personne éligible au programme *Seniors en Vacances*, selon les critères définis ci-dessus, susceptible d'encourager le départ en vacances de la personne âgée, peut bénéficier auprès des professionnels du tourisme et des loisirs proposant, dans le cadre du programme *Seniors en Vacances*, des séjours intergénérationnels sur le site internet de l'ANCV, <http://seniorsenvacances.ancv.com>, d'un séjour en chambre partagée avec la personne âgée qu'elle accompagne, selon les conditions financières fixées à l'ANNEXE 1 de la présente convention.

2.2 Eligibilité à l'aide financière de l'ANCV

L'ANCV attribue –dans la limite, par porteur de projet, d'un plafond de crédit qui lui est ouvert pour l'exécution des présentes, selon les modalités définies à l'article 5.1.1 ci-après– aux personnes bénéficiant du programme *Seniors en Vacances*, une aide financière, versée sous forme de subvention, pour le séjour qu'elles auront effectué dans le cadre du programme *Seniors en Vacances*, **sous réserve** :

2.2.1 Pour ces personnes :

- ✚ d'être éligibles au programme *Seniors en Vacances* selon les critères fixés à l'article 2.1 des présentes et d'en avoir justifié au Porteur de projet dans les termes requis par ce même article.
- ✚ de justifier, sur leur dernier avis d'impôt qu'elles devront produire au Porteur de projet, d'un montant d'« **Impôt sur le revenu net avant corrections** » inférieur ou égal à 61 € (SOIXANTE-ET-UN euros), étant précisé que l'aide financière de l'ANCV est attribuée :
 - ✓ à chacun des deux conjoints mariés ou des deux partenaires pacsés, qui font l'objet d'une imposition commune et qui en ont justifié par la production de leur dernier avis d'impôt
 - ✓ à l'aidant, visé à l'article 2.1 de la présente convention, indépendamment du montant de son impôt sur le revenu.
- ✚ de ne pas déjà en avoir bénéficié, au cours de la même année civile, une personne ne pouvant être éligible à l'aide financière de l'ANCV attribuée dans le cadre du programme *Seniors en Vacances* qu'une fois par année civile.
- ✚ de ne pas avoir déjà bénéficié, au cours de la même année civile, d'un autre dispositif d'aide au départ en vacances financé par l'ANCV.

2.2.2 Pour les séjours :

- ✚ De débuter à une date comprise entre :
 - ✓ le 1^{er} janvier 2018 ou la date de la notification au Porteur de projet du montant du plafond de crédit, visé à l'article 5.1.1 ci-après, qui lui est ouvert pour l'exécution des présentes, si celle-ci intervient postérieurement au 1^{er} janvier 2018
 - ✓ et le 31 décembre 2018,Exclusion faite de la période du 8 juillet au 24 août 2018.
- ✚ Que la liste des participants au séjour visée à l'article 6.5 ci-après, ait été communiquée à l'ANCV, conformément aux dispositions de ce même article, avant la date d'expiration ou, le cas échéant, la date d'effet de la résiliation de la présente convention.

Le montant et les modalités de versement de l'aide financière attribuée, dans le cadre des présentes, par l'ANCV sont définis à l'article 5.1 ci-après.

Article 3 – Offres de séjours du programme *Seniors en Vacances*

3.1 Diffusion des offres de séjours

Les offres de séjours du programme *Seniors en Vacances* sont, après validation par l'ANCV, diffusées sur le site internet de l'ANCV, <http://seniorsenvacances.ancv.com>.

3.2 Modalités de réservation, d'annulation et de règlement des séjours

Le Porteur de projet procède à la réservation des séjours directement auprès du professionnel du tourisme et des loisirs. Ce dernier devient l'interlocuteur unique du Porteur de projet, depuis la réservation jusqu'au règlement de la facture du coût du séjour.

Les conditions et modalités applicables aux réservations, annulations et règlements des offres de séjours ressortissant au programme *Seniors en Vacances* sont celles en vigueur chez le professionnel du tourisme et des loisirs, le Porteur de projet s'engageant à les respecter dans leur intégralité.

Les prestations afférentes aux séjours sont directement facturées par le professionnel du tourisme et des loisirs au Porteur de projet.

Le montant facturé par le professionnel du tourisme et des loisirs au Porteur de projet en règlement du séjour effectué est établi déduction faite du montant de l'aide financière, visé à l'article 5.1 ci-après, attribué, le cas échéant, par l'ANCV aux bénéficiaires qui y sont éligibles.

Le Porteur de projet règle au professionnel du tourisme et des loisirs les factures qui lui sont adressées par ce dernier après avoir collecté auprès des bénéficiaires du programme *Seniors en Vacances* la part restant à leur charge, étant précisé que celle-ci peut, à la convenance du Porteur de projet, être, le cas échéant, prise en charge par lui, en tout ou partie.

Article 4 – Coût des séjours du programme *Seniors en Vacances* (hors séjours intergénérationnels)

Le coût des séjours ressortant du programme *Seniors en Vacances* (hors séjours intergénérationnels) est fixé à l'ANNEXE 2 de la présente convention.

Article 5 – Engagements de l'ANCV

5.1 Conditions et modalités du financement consenti par l'ANCV

L'ANCV attribue une aide financière, dont le montant est fixé à l'ANNEXE 3 de la présente convention, pour les séjours ressortissant au programme *Seniors en Vacances*, dans les conditions et selon les modalités suivantes :

5.1.1 L'aide financière est attribuée aux personnes, et pour les séjours qui y sont éligibles, selon les conditions respectivement fixées à l'article 2.2, étant précisé qu'elle s'inscrit **dans la limite d'un plafond de crédit ouvert, pour l'exécution des présentes, au Porteur de projet**, via une notification de celui-ci par tout moyen écrit.

Le solde de l'enveloppe non consommée à l'issue du présent partenariat demeurera entre les mains de l'ANCV, le Porteur de projet n'ayant aucun titre pour le revendiquer.

5.1.2 Le montant de l'aide financière attribué aux personnes, et pour les séjours qui y sont éligibles, selon les conditions respectivement fixées à l'article 2.2 et dans les conditions de plafond de crédit définies à l'article 5.1.1, est directement versé par l'ANCV, à l'issue du séjour, au professionnel du tourisme et des loisirs auprès duquel le Porteur de projet a réservé le séjour, après validation, respectivement, par le professionnel du tourisme et des loisirs et par le Porteur de projet, de la liste des participants, visée à l'article 6.6 ci-après.

5.2 Communication sur le partenariat

Afin de le valoriser, l'ANCV communique sur le présent partenariat, notamment à l'occasion des événements qu'elle organise, ce que le Porteur de projet déclare accepter.

Article 6 – Obligations du Porteur de projet

Le Porteur de projet s'engage à :

6.1 Exercer son activité conformément à la réglementation en vigueur.

6.2 Porter la présente convention à la connaissance de toute personne, salariée ou bénévole, susceptible d'intervenir au nom du Porteur de projet dans le cadre du programme *Seniors en Vacances* et s'assurer que celle-ci en a une parfaite connaissance.

6.3 Désigner un référent du programme *Seniors en Vacances* au sein de la structure, seul interlocuteur de l'ANCV et du professionnel du tourisme et des loisirs, en indiquant ci-après les informations le concernant :

Nom et prénom du référent : _____

Fonction : _____

Coordonnées téléphoniques : _____

Courriel : _____@_____

6.4 Vérifier l'éligibilité des candidats au programme *Seniors en Vacances* ainsi que leur éventuelle éligibilité à l'aide financière de l'ANCV, selon les critères et conditions fixés respectivement aux articles 2.1 et 2.2 des présentes, le Porteur de projet s'engageant à se soumettre, sur ce point, au contrôle de l'ANCV dans les termes de l'article 6.13 ci-après.

6.5. Communiquer à l'ANCV, **au plus tard 17 (DIX-SEPT) jours avant la date du début du séjour (« J-17 »)**, la liste des participants au séjour via le site extranet de l'ANCV, <http://seniors.ancv.com>, en renseignant les rubriques suivantes :

- ✓ nom, prénom, date et lieu de naissance de chaque participant,
- ✓ adresse du lieu de leur résidence,
- ✓ mention du type d'éligibilité (selon le cas, éligibilité au programme et/ou à l'aide financière de l'ANCV visés respectivement aux articles 2.1 et 2.2 des présentes),
- ✓ spécificités que présente, le cas échéant, le participant : handicap, dépendance, régime particulier...

Seule la liste des participants enregistrée sur le site extranet <http://seniors.ancv.com> susvisé sera prise en compte pour la validation de la liste des participants à un séjour visée à l'article 6.6 ci-après. Le Porteur de projet est par ailleurs informé **qu'aucune modification de la liste des participants ne pourra être effectuée au-delà de J-17.**

6.6 Afin de permettre à l'ANCV de procéder au versement, entre les mains du professionnel du tourisme et des loisirs, du montant de l'aide financière attribué à chacun des participants qui y sont éligibles et qui ont effectivement participé au séjour, **valider** sur le site extranet <http://seniors.ancv.com> susvisé, **dans un délai de quinze jours** suivant la réception du courriel « [ANCV-SEV WEB] VALIDATION LISTE DE PARTICIPANTS » qui lui est automatiquement adressé à l'issue du séjour, la liste des participants à un séjour du programme *Seniors en Vacances*, un séjour prémarqué pour un participant comme « *réalisé* » **devant être décoché si tel n'est pas le cas.**

6.7 S'assurer :

6.7.1 De la reproduction, sur les pièces contractuelles qui lui sont adressées par le professionnel du tourisme et des loisirs, de la marque « *ANCV SENIORS EN VACANCES* » ci-après reproduite, permettant d'identifier les séjours, objet de la réservation, comme ressortissant au programme *Seniors en Vacances* :



6.7.2 De la communication par le professionnel du tourisme et des loisirs, avant toute réservation, de ses conditions générales de vente.

6.7.3 Que le professionnel du tourisme et des loisirs **a mis à jour, au plus tard, dans la semaine qui suit la réservation**, l'état de ses réservations sur le site extranet <http://seniors.ancv.com> susvisé.

A défaut, **en informer immédiatement l'ANCV** de telle manière que cette dernière puisse intervenir auprès du professionnel du tourisme et des loisirs pour régularisation.

6.8 Respecter les conditions et modalités de réservation, d'annulation et de règlement des offres de séjours en vigueur chez le professionnel du tourisme et des loisirs auprès duquel il a réservé, tout règlement devant avoir lieu directement entre ses mains.

6.9 Ne facturer aux participants aucun frais de dossier ni, plus généralement, aucun coût de quelque nature que ce soit, qui viendrait s'ajouter au coût des prestations liées aux offres de séjours, hormis ceux liés, le cas échéant, au transport et aux excursions supplémentaires.

6.10 S'assurer que les participants sont couverts au titre de leur responsabilité civile, par une assurance souscrite par eux ou pour leur compte auprès d'une compagnie d'assurances notoire et en justifier à l'ANCV à première demande dans les termes de l'article 6.13 ci-après.

6.11 Répondre par écrit et dans un délai de quinze jours à toute demande écrite de l'ANCV concernant le déroulement de ce partenariat.

6.12 Communiquer sur le présent partenariat :

- ✚ en s'y référant sur son propre site internet et en insérant sur celui-ci un lien hypertexte renvoyant vers le site internet de l'ANCV, www.ancv.com,
- ✚ en se référant sur ses supports de communication découlant du présent partenariat au programme *Seniors en Vacances* de l'ANCV,
- ✚ en conviant l'ANCV aux événements se référant au programme *Seniors en Vacances* qu'il organise.

Etant précisé :

- que le Porteur de projet, peut pendant toute la durée du présent partenariat et dans le cadre exclusif de l'exécution des présentes, reproduire sur quelque support que ce soit, la marque « *ancv SENIORS EN VACANCES* » visée à l'article 6.7.1, sous réserve toutefois que sa reproduction soit conforme, à la fois, aux directives de l'ANCV et à la charte graphique que cette dernière mettra à sa disposition, pour les besoins des présentes, sur le site extranet <http://seniors.ancv.com> susvisé,
- qu'à la cessation de la présente convention pour quelque cause que ce soit, le Porteur de projet devra cesser de reproduire tout signe distinctif et marque de l'ANCV et, plus généralement, toute communication sur le présent partenariat.

6.13 Se soumettre, pendant une durée de trois ans à compter de la date d'effet des présentes, à tout contrôle portant sur le présent partenariat que l'ANCV se réserve le droit d'exercer, sur pièces et/ou sur place, à son siège ou au sein de ses délégations, notamment par la communication à l'ANCV, à première demande :

- ✚ des justificatifs d'éligibilité au programme *Seniors en Vacances* comme à l'aide financière, requis aux termes de l'article 2 des présentes,
- ✚ des factures adressées par le professionnel du tourisme et des loisirs au Porteur de projet dans le cadre du programme *Seniors en Vacances*,
- ✚ de toutes attestations d'assurance répondant aux exigences d'assurance définies à l'article 6.10 des présentes,
- ✚ et plus généralement, de toutes pièces commerciales, administratives, financières et comptables se rapportant au programme *Seniors en Vacances* et à la collecte, pour l'exécution des présentes, des données à caractère personnel.

Tout contrôle ayant lieu moyennant un délai de prévenance de trente jours.

En conséquence, conserver pendant la durée de trois ans susvisée les justificatifs et pièces susvisé(e)s pour répondre à tout contrôle de l'ANCV.

6.14 Se conformer aux prescriptions portant sur le traitement de données à caractère personnel définies en annexe des présentes (ANNEXE 4) qu'il effectue dans le cadre des présentes pour le compte de l'ANCV, en conséquence, remettre et faire signer aux bénéficiaires d'un séjour le formulaire « *Information des bénéficiaires sur l'utilisation des données à caractère personnel* » dont le modèle type est annexé aux présentes (ANNEXE 5).

6.15 Aviser immédiatement et par écrit l'ANCV de toute modification portant sur le Porteur de projet ou ses représentants légaux et, plus généralement, de toute modification susceptible d'affecter le maintien de la convention conclue intuitu personae.

Article 7 – Caractéristiques de la convention

La présente convention est fondée sur un accord intuitu personae en considération de la personne du Porteur de projet.

Celui-ci ne peut pas céder ni transférer ni apporter à un tiers, pour quelque raison que ce soit, tout ou partie des droits ou obligations résultant de la présente convention, sans l'accord préalable et écrit de l'ANCV.

Article 8 – Exclusion de la responsabilité de l'ANCV

L'ANCV ne peut en aucun cas être tenue responsable :

- ✚ de l'annulation, le cas échéant, de la réservation par les professionnels du tourisme et des loisirs, de l'inexécution en tout ou partie des obligations leur incombant, et plus généralement, de toute défectuosité ou manquement, quel qu'il soit, dans l'exécution de leurs obligations,
- ✚ de l'inexactitude ou insuffisance des informations communiquées par les professionnels du tourisme et des loisirs, comme de la qualité défectueuse de leur communication au Porteur de projet,
- ✚ de l'absence de couverture d'assurance ou de couverture d'assurance insuffisante des professionnels du tourisme et des loisirs, du Porteur de projet ou des bénéficiaires du programme *Seniors en Vacances*,
- ✚ et plus généralement, des manquements contractuels, quasi-délictuels ou délictuels des professionnels du tourisme et des loisirs ou des bénéficiaires du programme *Seniors en Vacances*.

Article 9 – Informatique et libertés

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme *Seniors en Vacances*, le Porteur de projet est amené à collecter, traiter, utiliser, conserver et communiquer à l'ANCV ainsi qu'aux professionnels du tourisme et des loisirs auprès de qui ils réservent des séjours pour les groupes qu'il a constitués, des informations à caractère personnel relatives à son représentant intervenant à la signature des présentes, aux participants aux séjours et au référent désigné, aux termes des présentes, comme interlocuteur du programme *Seniors en Vacances*.

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique par l'ANCV destiné à la gestion du programme *Seniors en Vacances*, au contrôle des aides qui sont consenties dans le cadre de ce programme et à la réalisation d'enquêtes statistiques. Elles sont destinées à ses services et sous-traitants chargés de l'exécution du programme *Seniors en Vacances*.

Les conditions dans lesquelles le Porteur de projet s'engage à effectuer pour le compte de l'ANCV les opérations de traitement de données à caractère personnel sont définies en ANNEXE 4 des présentes.

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée, le Porteur de projet bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui le concernent qu'il peut exercer par courriel à l'adresse suivante : cil@ancv.fr. Il peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données à caractère personnel le concernant selon les mêmes modalités.

Article 10 – Prise d'effet et durée de la convention

La présente convention prend effet au 1^{er} janvier 2018 ou à la date de la notification au Porteur de projet du montant du plafond de crédit, visé à l'article 5.1.1, qui lui est ouvert pour l'exécution des présentes, si celle-ci intervient postérieurement au 1^{er} janvier 2018, et prend fin au 31 décembre 2018, les effets des présentes poursuivant leur cours :

10.1 Pour le versement de l'aide financière de l'ANCV attribuée, dans les conditions et selon les modalités définies à l'article 5.1, aux personnes éligibles, pour tout séjour comprenant la liste des participants communiquée à l'ANCV, conformément aux dispositions de l'article 6.5, avant la date d'expiration ou, le cas échéant, la date d'effet de la suspension ou de la résiliation de la présente convention.

10.2 Pour l'exécution des dispositions prévues à l'article 6 des présentes.

Article 11 – Suspension de l'accès au programme *Seniors en Vacances*/Précontentieux lié au comportement d'un bénéficiaire/Résiliation

11.1 Suspension de l'accès au programme *Seniors en Vacances* /Précontentieux lié au comportement d'un bénéficiaire

L'ANCV se réserve le droit de suspendre unilatéralement, de plein droit et sans sommation pendant une durée de trois années, l'accès au programme *Seniors en Vacances* à l'encontre, selon le cas, du Porteur de projet et/ou d'un bénéficiaire, en cas de survenance de l'un des événements suivants :

- absence de paiement de tout ou partie des factures que lui aura adressées le professionnel du tourisme et des loisirs,
- absence de communication de tout ou partie des pièces et éléments requis aux termes des présentes,
- survenance d'un incident sur un lieu de séjour, dû notamment à un problème de comportement ou à une mauvaise observation des règles de vie collectives par un bénéficiaire,

Et plus généralement, en cas de survenance d'un événement nécessitant la prise d'une mesure conservatoire.

En cas de survenance de l'un de ces événements, l'ANCV notifiera au Porteur de projet par écrit la suspension à son encontre ou à l'encontre du bénéficiaire de l'accès au programme *Seniors en Vacances*, et/ou l'annulation ou l'interruption du séjour du bénéficiaire en cause, ainsi que la date d'effet de la suspension et/ou de l'annulation ou de l'interruption du séjour du bénéficiaire, qui sera d'effet immédiat si son comportement le requiert.

A la suspension de l'accès au programme *Seniors en Vacances*, pour quelque cause que ce soit, le code d'accès du Porteur de projet sera automatiquement et de plein droit désactivé pour la durée de la suspension, et celui-ci devra immédiatement cesser d'utiliser tout signe distinctif de l'ANCV et supprimer de son site internet le lien hypertexte renvoyant vers le site internet de l'ANCV.

11.2 Résiliation de la convention

11.2.1 Par le Porteur de projet

Le Porteur de projet peut résilier la présente convention, à tout moment, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception moyennant le respect d'un préavis de 15 (QUINZE) jours.

11.2.2 Résiliation de plein droit de la convention

Sans préjudice de l'application des dispositions prévues à l'article 10, l'ANCV se réserve le droit de résilier à tout moment la présente convention de plein droit dans le cas où le Porteur de projet manquerait à l'une de ses obligations résultant des présentes et n'y remédierait pas totalement dans un délai de 15 (QUINZE) jours suivant la réception d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception lui signalant ledit manquement. Ladite résiliation interviendra automatiquement et de plein droit à l'issue du délai de 15 (QUINZE) jours susvisé.

Article 12 – Attribution de juridiction

Tout litige ou contestation auquel la présente convention pourrait donner lieu sera de la compétence exclusive des tribunaux compétents dans le ressort du siège social de l'ANCV, y compris en cas de procédure de référé, de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie.

Article 13 – Annexes

Les Annexes à la présente convention en font partie intégrante et en sont indissociables.

ANNEXE 1 : Coût des séjours intergénérationnels (enfant âgé de 18 ans maximum) débutant à une date comprise entre :

- ✓ le 1^{er} janvier 2018 ou la date de la notification au Porteur de projet du montant du plafond de crédit, visé à l'article 5.1.1, qui lui est ouvert pour l'exécution des présentes, si celle-ci intervient postérieurement au 1^{er} janvier 2018
- ✓ et le 31 décembre 2018,

Exclusion faite de la période du 8 juillet au 24 août 2018.

ANNEXE 2 : Coût des séjours (hors séjours intergénérationnels) débutant à une date comprise entre :

- ✓ le 1^{er} janvier 2018 ou la date de la notification au Porteur de projet du montant du plafond de crédit, visé à l'article 5.1.1, qui lui est ouvert pour l'exécution des présentes, si celle-ci intervient postérieurement au 1^{er} janvier 2018
- ✓ et le 31 décembre 2018,

Exclusion faite de la période du 8 juillet au 24 août 2018.

ANNEXE 3 : Montant de l'aide financière de l'ANCV pour les séjours débutant à une date comprise entre :

- ✓ le 1^{er} janvier 2018 ou la date de la notification au Porteur de projet du montant du plafond de crédit, visé à l'article 5.1.1, qui lui est ouvert pour l'exécution des présentes, si celle-ci intervient postérieurement au 1^{er} janvier 2018
 - ✓ et le 31 décembre 2018,
- Exclusion faite de la période du 8 juillet au 24 août 2018.

ANNEXE 4 : Opérations de traitement de données à caractère personnel effectuées par le Porteur de projet pour le compte de l'ANCV

ANNEXE 5 : Modèle type « *Information des bénéficiaires sur l'utilisation des données à caractère personnel* »

Fait à Sarcelles, le

En deux exemplaires

**Pour l'Agence Nationale
pour les Chèques-Vacances**



P/O Philippe LAVAL
Directeur général

Pour le Porteur de projet
(dénomination du Porteur de projet)

(Nom et qualité du représentant légal et signature)

Programme *Seniors en Vacances*

COÛT DES SEJOURS INTERGENERATIONNELS

Le coût des séjours intergénérationnels* pour tout enfant âgé de 18 ans maximum accompagnant une personne éligible au programme *Seniors en Vacances* selon les critères définis à l'article 2.1, débutant à une date comprise entre :

- ✓ le 1^{er} janvier 2018 ou la date de la notification au Porteur de projet du montant du plafond de crédit, visé à l'article 5.1.1, qui lui est ouvert pour l'exécution des présentes, si celle-ci intervient postérieurement au 1^{er} janvier 2018
- ✓ et le 31 décembre 2018,

Exclusion faite de la période du 8 juillet au 24 août 2018,

Est fixé forfaitairement à la somme de :

✚ 197 € TTC (CENT QUATRE VINGT DIX-SEPT euros TTC) pour un séjour d'une durée de 5 jours/4 nuits.

✚ 237 € TTC (DEUX CENT TRENTE-SEPT euros TTC) pour un séjour d'une durée de 8 jours/7 nuits.

** Non compris le coût du transport domicile/lieu de séjour, de l'assurance annulation (selon conditions générales de vente du professionnel du tourisme et des loisirs), la taxe de séjour.*

ANNEXE 2

Programme Seniors en Vacances

COÛT DES SEJOURS (HORS SEJOURS INTERGENERATIONNELS)

Séjours (hors séjours intergénérationnels), débutant à une date comprise entre :

- ✓ le 1^{er} janvier 2018 ou la date de la notification au Porteur de projet du montant du plafond de crédit, visé à l'article 5.1.1, qui lui est ouvert pour l'exécution des présentes, si celle-ci intervient postérieurement au 1^{er} janvier 2018
- ✓ et le 31 décembre 2018,

Exclusion faite de la période du 8 juillet au 24 août 2018

Le coût des séjours* (hors séjours intergénérationnels) est fixé forfaitairement à la somme de :

- ✚ 332 € TTC (TROIS CENT TRENTE-DEUX euros TTC) par personne, pour un séjour d'une durée de 5 jours/4 nuits,
- ✚ 397 € TTC (TROIS CENT QUATRE VINGT DIX-SEPT euros TTC) par personne, pour un séjour d'une durée de 8 jours/7 nuits.

** Non compris le coût du transport domicile/lieu de séjour, de la chambre individuelle (supplément selon les conditions générales de vente du professionnel du tourisme et des loisirs), de l'assurance annulation (selon conditions générales de vente du professionnel du tourisme et des loisirs), la taxe de séjour.*

ANNEXE 3

Programme *Seniors en Vacances*

MONTANT DE L'AIDE FINANCIERE DE L'ANCV

Séjours débutant à une date comprise entre :

- ✓ le 1^{er} janvier 2018 ou la date de la notification au Porteur de projet du montant du plafond de crédit, visé à l'article 5.1.1, qui lui est ouvert pour l'exécution des présentes, si celle-ci intervient postérieurement au 1^{er} janvier 2018
- ✓ et le 31 décembre 2018,

Exclusion faite de la période du 8 juillet au 24 août 2018

Le montant de l'aide financière attribué dans le cadre des présentes, versé sous forme de subvention aux professionnels du tourisme et des loisirs, est fixé forfaitairement à la somme de :

- ✚ 135 € (CENT TRENTE-CINQ euros) pour un séjour d'une durée de 5 jours/4 nuits,
- ✚ 160 € (CENT SOIXANTE euros) pour un séjour d'une durée de 8 jours/7 nuits.



ANNEXE 4

Programme *Seniors en Vacances*

Opérations de traitement de données à caractère personnel effectuées par le Porteur de projet pour le compte de l'ANCV

La présente annexe a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Porteur de projet s'engage à effectuer pour le compte de l'ANCV les opérations (ci-après désignées le « Service ») de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de la présente convention, les Parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données »).

Article 1. Description du traitement faisant l'objet du Service

Le Porteur de projet est autorisé à traiter pour le compte de l'ANCV, les données à caractère personnel (ci-après désignées les « Données ») nécessaires pour permettre la mise en œuvre du programme *Seniors en Vacances*.

La nature du Service réalisé par le Porteur de projet consiste en la saisie des Données dans l'outil SEV WEB mis à disposition par l'ANCV, et à la sélection des publics éligibles au programme *Seniors en Vacances*. La finalité principale du traitement des Données est de permettre la gestion du programme *Seniors en Vacances*, le contrôle des aides qui sont consenties dans le cadre de ce programme et la réalisation d'enquêtes statistiques.

Les Données traitées sont :

- ✚ d'une part, les informations portant sur le senior : civilité, nom, prénom, RFR, statut du senior (handicapé ou non, dépendant ou non, éligible à l'aide de l'ANCV ou non, faisant l'objet d'une subvention ou non), identifiant SEV WEB, sexe, âge, date de naissance, lieu de naissance, adresse postale complète, date d'envoi du courrier lui précisant son éventuelle éligibilité au programme *Seniors en Vacances*, et le cas échéant, à l'aide de l'ANCV.
- ✚ d'autre part, des informations portant sur le séjour : souhait d'une chambre individuelle, souhait d'un regroupement avec un autre senior, mention de l'inscription du conjoint, commentaires éventuels.

Les catégories de personnes concernées sont les personnes éligibles au programme *Seniors en Vacances* conformément à l'article 2 de la présente convention (ci-après désignées les « Bénéficiaires »).

Pour l'exécution du Service, l'ANCV met à la disposition du Porteur de projet, les critères d'éligibilité des Bénéficiaires au programme *Seniors en Vacances*, ainsi que l'outil SEV WEB servant à la saisie et au traitement des Données collectées par le Porteur de projet.

Article 2. Obligations du Porteur de projets vis-à-vis de l'ANCV

Le Porteur de projet s'engage à :

1. traiter les Données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet des présentes.
2. traiter les Données conformément aux instructions de l'ANCV figurant à l'article 1 de la présente annexe. Si le Porteur de projet considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union Européenne ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'ANCV. En outre, si le Porteur de projet a l'obligation de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit communautaire ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'ANCV de cette obligation avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
3. garantir la confidentialité des Données traitées dans le cadre de la présente convention.
4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les Données en vertu de la présente convention :
 - s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
5. prendre en compte, s'agissant du Service, les principes de protection des Données dès la conception, et de protection des Données par défaut.

Article 3. Sous-traitance

Le Porteur de projet peut faire appel à un sous-traitant (ci-après désigné le «Tiers sous-traitant») pour mener des activités de traitement de données à caractère personnel spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'ANCV de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de Tiers sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement de données à caractère personnel sous-traitées, l'identité et les coordonnées du Tiers sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. L'ANCV dispose d'un délai minimum de 3 mois à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'ANCV n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le Tiers sous-traitant est tenu de respecter les obligations prévues par la présente annexe pour le compte et selon les instructions du responsable du traitement de l'ANCV. Il appartient au Porteur de projet de s'assurer que le Tiers sous-traitant présente des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de telle manière que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le Tiers sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des Données, le Porteur de projet demeure pleinement responsable envers l'ANCV de l'exécution par le Tiers sous-traitant de ses obligations.

Article 4. Droit d'information des Bénéficiaires

Le Porteur de projet, doit, à la collecte des Données, fournir aux Bénéficiaires l'information relative aux traitements de Données qu'il réalise pour le compte de l'ANCV. A cet effet, le Porteur de projet s'engage à remettre et à leur faire signer le formulaire « *Information des bénéficiaires sur l'utilisation des données à caractère personnel* », dont le modèle type figure en annexe des présentes (ANNEXE 5).

De plus, le Porteur de projet est tenu et s'engage, pour ce qui le concerne, à informer les Bénéficiaires :

- de la finalité de collecte des données à caractère personnel
- de la durée de rétention de ces données à caractère personnel
- de la suppression de ces données passé ce délai
- de leur droit d'introduire une réclamation auprès d'une autorité de contrôle.

Article 5. Exercice des droits des Bénéficiaires

Le Porteur de projet s'engage à faciliter le traitement par l'ANCV des demandes d'exercice des droits des Bénéficiaires : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris profilage).

Lorsque les Bénéficiaires exercent auprès du Porteur de projet des demandes d'exercice des droits susvisés, le Porteur de projet s'engage à adresser ces demandes dès réception au responsable de traitement de l'ANCV par courrier électronique à CIL@ancv.fr.

Article 6. Notification des violations de Données

Le Porteur de projet s'engage à notifier par écrit au responsable de traitement de l'ANCV, par l'envoi d'un courriel à CIL@ancv.fr, toute violation des Données dans un délai maximum de 12 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement de l'ANCV, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Article 7. Collaboration du Porteur de projet

1. Le Porteur de projet s'engage à collaborer avec l'ANCV pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des Données, et pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.
2. Le Porteur de projet s'engage à se soumettre, dans les termes de l'article 6.13 de la présente convention, à tout contrôle portant sur ses pratiques de protection, de collecte, de stockage et d'accessibilité aux Données, notamment par l'accès à tous les documents s'y rapportant.

Article 8. Mesures de sécurité

1. Le Porteur de projet s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :
 - assurer la sécurité physique des Données
 - sécuriser l'accès à ses locaux
 - former ses collaborateurs à la sécurité informatique et à la protection des Données
 - mettre en place une procédure de confidentialité et de sécurité de la transmission des Données.
2. L'ANCV s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :
 - le chiffrement du transport des Données
 - moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement des Données
 - moyens permettant de rétablir la disponibilité des Données et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique
 - procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Chaque Partie répond à son champ de responsabilité en cas de manquement, au regard de l'exécution de l'obligation de sécurité imposée par le Règlement européen sur la protection des données.

En cas de mise en jeu de la responsabilité de l'ANCV résultant d'un manquement du Porteur de projet ou du Tiers sous-traitant dans la mise en œuvre d'une obligation de sécurité imposée par le Règlement européen sur la protection des données, le Porteur de projet devra intégralement garantir l'ANCV des conséquences en résultant. Le Porteur de projet s'engage, à cet égard, à faire son affaire personnelle de toute réclamation et toute procédure, qu'elles qu'en soient les formes et nature, formées contre l'ANCV par un tiers qui se rattacherait directement ou indirectement à une mise en jeu de la responsabilité de l'ANCV résultant d'un manquement du Porteur de projet ou du Tiers sous-traitant à la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et à la garantir de toutes condamnations qui seraient prononcées contre elle à cette occasion.

Article 9. Sort des données

Le Porteur de projet s'engage à détruire les Données collectées dans le cadre de l'exécution de la présente convention, à l'expiration du délai de trois ans visé à l'article 6.13 des présentes.

Cette destruction doit inclure la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Porteur de projet.

Le Porteur de projet s'engage à justifier sans délai à l'ANCV de la destruction de ces données par l'envoi d'un courriel à CIL@ancv.fr.

Article 10. Délégué à la protection des données

Le Porteur de projet s'engage à communiquer par écrit au responsable de traitement de l'ANCV par l'envoi d'un courriel à CIL@ancv.fr, le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Article 11. Registre des catégories d'activités de traitement

Le Porteur de projet déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement de Données effectuées pour le compte de l'ANCV comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit (l'ANCV dans le cadre des présentes), des éventuels Tiers sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'ANCV
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49 paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles.

Article 12. Documentation

Le Porteur de projet s'engage à tout contrôle à mettre à la disposition de l'ANCV, dans les termes de l'article 6.13 de la présente convention, toute la documentation nécessaire justifiant du respect de toutes ses obligations en matière de traitement, pour l'exécution des présentes, des données à caractère personnel.

Article 13. Obligations de l'ANCV vis-à-vis du Porteur de projet

L'ANCV s'engage à :

1. documenter par écrit toute demande concernant le traitement des Données par le Porteur de projet
2. veiller, pendant toute la durée du traitement des Données, au respect par le Porteur de projet des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données
3. superviser le traitement, via les contrôles diligentés en application de l'article 6.13 des présentes.



ANNEXE 5

Programme *Seniors en Vacances*

<p align="center">Programme <i>Seniors en Vacances</i> (SEV) Information des bénéficiaires sur l'utilisation des données à caractère personnel</p>

Droit d'information des personnes concernées

L'Agence Nationale pour les Chèques-Vacances (ANCV) s'engage à ce que les données à caractère personnel collectées dans le cadre de la mise en œuvre du programme *Seniors en Vacances* ne soient pas transmises ou communiquées à d'autres fins que la gestion du programme *Seniors en Vacances*, le contrôle des aides qui sont consenties dans le cadre de ce programme et à la réalisation d'enquêtes statistiques, ces données étant destinées aux services de l'ANCV et à ses sous-traitants chargés de l'exécution du programme *Seniors en Vacances*.

L'ANCV s'engage à respecter et faire respecter par l'ensemble de ses personnels susceptibles d'intervenir dans le cadre de l'exécution du programme *Seniors en Vacances* les obligations suivantes :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'information confiés à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution du programme *Seniors en Vacances*
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées ci-dessus
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques dans le cadre de l'exécution du programme *Seniors en Vacances*
- prendre toute mesure de sécurité, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités dans le cadre de l'exécution du programme *Seniors en Vacances*
- à l'expiration du délai de trois ans courant à compter de la date d'effet de la convention *Seniors en Vacances* 2018 signée entre l'ANCV et le Porteur de projet qui a procédé à l'inscription du bénéficiaire à un séjour, procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations à caractère privé recueillies dans le cadre de l'exécution programme *Seniors en Vacances*.

Le --/--/2018

En deux exemplaires, l'un pour le Porteur de projet, l'autre pour le bénéficiaire

Nom et signature du bénéficiaire

D-2018/155
Attribution d'aides en faveur des associations. Programme Seniors. Subventions. Adoption. Autorisation.

Monsieur Nicolas BRUGERE, Adjoint au Maire, présente le rapport suivant :

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre de sa politique générale d'aide aux associations, la Ville de Bordeaux soutient financièrement certaines d'entre elles. L'attribution de subventions leur permet de poursuivre et de promouvoir leurs activités, d'organiser des manifestations festives, de conforter la place des seniors dans la vie de la Cité, et de renforcer le lien social.

A cet effet, je vous propose d'attribuer la somme de 65 200 euros prévue au budget primitif 2018 programme seniors et de la répartir de la manière suivante :

Associations	Montants 2018 (€)
<p>Aide aux aidants du Pavillon</p> <p>Soutien aux proches aidants des personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer ou d'un handicap afin d'éviter les phénomènes d'épuisement et/ou l'isolement.</p>	2 000
<p>Alliance 33</p> <p>Accompagnement des personnes en fin de vie.</p>	6 000
<p>ALIFS (Association du lien interculturel familial et social)</p> <p>Accompagnement du vieillissement des publics âgés issus de l'immigration.</p>	3 000

<p>ALMA Gironde</p> <p>Prévention et lutte contre la maltraitance des personnes âgées et des adultes handicapés.</p>	200
<p>APALPA (Association pour l'animation et les loisirs des personnes âgées)</p> <p>Activités culturelles, sportives et de loisirs à destination des seniors bordelais.</p>	1 000
<p>APSL (Association prendre soin du lien)</p> <p>Prévention de la dépendance en favorisant le maintien de l'autonomie au domicile et en luttant contre l'isolement social des aînés. Promotion des déplacements en autonomie dans l'espace public (Mobil'Aînés).</p>	3 000
<p>Atelier Graphite</p> <p>Accompagnement social, administratif et juridique en offrant les services d'un écrivain public.</p>	7 000
<p>CACIS (Centre accueil consultation information sexualité)</p> <p>Projet « La sexualité et la vie affective des seniors ».</p>	1 000
<p>UFOLEP (Comité départemental de l'union française des œuvres laïques d'éducation physique)</p> <p>Développement de la pratique d'activités physiques et sportives pour tous. Projet: "Seniors et Bien-être".</p>	3 000
<p>EGPE (Ecole des grands-parents européens Bordeaux Gironde)</p> <p>- Promotion de la réflexion et des recherches sur le rôle des grands parents dans la famille et la société (échanges, réunions, journées d'étude, orientation vers conseils juridiques...).</p>	1 000
<p>Familles en Gironde - Fédération de la Gironde</p> <p>Aide éducative budgétaire auprès des bénéficiaires.</p>	3 500
<p>GP Intencités – centre social et culturel du Grand Parc</p> <p>Projet d'activités "Seniors en action".</p>	3 000

<p>Maison de santé protestante (Bagatelle « le Relais »)</p> <p>Accueil temporaire pour personnes âgées.</p>	5 000
<p>Maison du diabète, de la nutrition, de l'obésité et des risques cardiovasculaires</p> <p>Projet d'ateliers cuisine « Bien vieillir, bien manger, bien bouger ».</p>	3 000
<p>MANA</p> <p>Prévention et lien social à destination des publics âgés de Bordeaux Lac. Ateliers collectifs d'art thérapie à dominante danse et arts plastiques.</p>	4 000
<p>Pallia plus</p> <p>Aide aux familles confrontées au deuil/maladie.</p>	2 500
<p>Petits Frères des Pauvres de Bordeaux</p> <p>Soutien au projet associatif avec une logique de professionnalisation des bénévoles par le biais de la formation.</p>	4 500
<p>Phénix Ecoute et Paroles</p> <p>Soutien au projet associatif dont ateliers d'échanges et d'écoute auprès des seniors des établissements senior de la Ville.</p>	2 500
<p>Ricochet Sonore</p> <p>Actions musicales intergénérationnelles de proximité.</p>	2 000
<p>Société de Saint-Vincent-de-Paul - Conseil départemental de la Gironde</p> <p>Soutien au projet associatif dont la mise à disposition d'un coordinateur de l'association pour superviser " l'Opération Voisins Relais".</p>	4 000
<p>Vivre avec - Solidarité inter génération</p> <p>Soutien au projet associatif : cohabitation senior/junior.</p>	1 500

Wimoov	
Plateforme mobilité senior : sensibilisation et accompagnement des publics vers une mobilité autonome, responsable et respectueuse de l'environnement.	2 500
TOTAL	65 200

Les crédits correspondants sont prévus au budget 2018 – Art. 6574 – fonction 61 – Tranche P075O006T03.

En conséquence, je vous demande, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir autoriser Monsieur le Maire:

- à faire procéder au versement de ces sommes aux associations précitées.
- à signer les conventions de partenariat et les avenants, si nécessaire.

ADOpte A L'UNANIMITE

A l'exception de:

- VOTE CONTRE DU GROUPE DU FRONT NATIONAL sur l'aide à ALIFS (Association du lien interculturel familial et social) (subvention de 3 000 euros)
- VOTE CONTRE DU GROUPE DU FRONT NATIONAL sur l'aide à l'association MANA (subvention de 4 000 euros)

M. le MAIRE

Monsieur BRUGÈRE.

M. BRUGÈRE

Monsieur le Maire, Chers Collègues, il s'agit d'une délibération qui attribue 65 200 euros à 22 associations qui s'occupent des séniors dans notre Ville de Bordeaux et dont l'objectif est de renforcer le lien social au bout du compte.

M. le MAIRE

Merci. Monsieur JAY.

M. JAY

Monsieur le Maire, Chers Collègues, nous sommes favorables à 20 subventions sur 22. Malheureusement, ce n'est pas dégroupé. C'est un vote groupé.

Nous refusons de soutenir deux associations qui participent à la politique migratoire que nous désapprouvons. Il s'agit de MANA et ALIFS. De plus, ALIFS c'est une structure qui mène des actions politiques, qui est donc partisane. Un exemple est encore visible sur le site de l'ALIFS. Aujourd'hui, je cite, « En 2013, la 6^e édition nous permet de revenir sur un événement-clé de l'Histoire de France et pourtant tombé dans l'oubli. La marche pour l'égalité de 1983, surnommée « Marche des Beurs » par les médias, réunit jusqu'à 60 000 personnes en réaction aux violences racistes et à la montée du Front national ». Associer la montée du Front National et les violences racistes, relève de l'amalgame, de la calomnie et même de l'incitation à la haine et à la violence. Le Front national n'a jamais lutté contre les immigrés, ce que nous combattons, c'est la politique migratoire. 40 ans de laxisme entraînent la montée des communautarismes, des extrémismes, de la délinquance et la fracture de la société française, avec comme conséquences la montée des racismes. Nous votons contre les subventions d'un montant total de 3 000 euros à ALIFS et celle de 4 000 à MANA.

M. le MAIRE

Monsieur ROUYEYRE.

M. ROUYEYRE

Non, mais on croit rêver, Monsieur JAY. Vous voulez qu'on liste l'ensemble des mobilisations de vos collègues du Front national contre des mineurs qui fuient la faim et la guerre en Gironde ? Vous voulez qu'on fasse le point sur toutes les réunions et les tracts que vous distribuez non pas contre la politique migratoire, mais contre des personnes en particulier ? Ceux qui attisent la haine, c'est bien vous, les membres du Front national, et ce que portent ces associations, c'est la politique du vivre-ensemble. Évidemment que pour notre part, mais cela ne surprendra personne, nous voterons ces délibérations.

M. le MAIRE

Monsieur BRUGÈRE, vous voulez ajouter quelque chose ?

M. BRUGÈRE

Non.

M. le MAIRE

Très bien. Nous soutenons ces associations qui ont un rôle tout à fait utile.

Donc opposition du Front National. Pas d'autres oppositions ? Pas d'autres abstentions ?

Délégation suivante.